

Force est de constater une nouvelle fois **l'évolution en dents de scie de plusieurs indicateurs**, tenant en particulier à l'évolution de l'activité. **L'économie départementale** apparaît d'ailleurs quelque peu en **déphasage** avec la conjoncture nationale. Le PIB de la France s'est accru de 0,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre, tiré à la fois par un rebond de la consommation des ménages et la croissance des exportations. Cette évolution ne s'est pas ressentie en Loir-et-Cher où, au contraire, **les ventes à l'étranger se sont contractées, ainsi que les chiffres d'affaires des entreprises**. On peut ajouter parmi les éléments négatifs un recours anormalement élevé au chômage partiel à cette période de l'année et un tassement des mises en chantier de nouveaux logements. En revanche, cet épisode pourrait n'être que passager si l'on en juge par la fermeté des investissements et le volume des permis de construire délivrés qui repart à la hausse. **L'augmentation des besoins en main d'œuvre** semble plus difficile à interpréter dans ce contexte, mais elle est bien réelle.

**L'enquête de conjoncture** effectuée en ce début d'année 2006 apporte un **correctif bienvenu** à l'image laissée par les statistiques du 3<sup>e</sup> trimestre. **La fin de l'année semble s'être déroulée mieux que prévu**, avec une stabilisation ou un raffermissement des carnets de commande dans la plus gran-

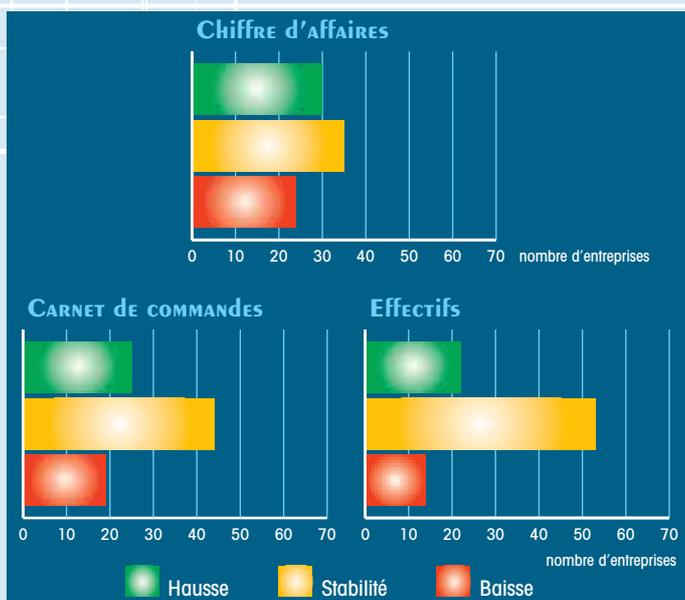
de partie des cas. La construction se trouve à la limite de la surchauffe, ce qui confirme la concrétisation des permis délivrés durant l'été. Les services continuent en revanche à manquer un peu de souffle, mais les anticipations sont plus optimistes.

La **création de très nombreuses entreprises**, dans le commerce, les services et le bâtiment en particulier, demeure un motif d'espoir. Évidemment, les disparitions sont elle aussi plus nombreuses, mais le **solde** est au final **largement positif**. On constate notamment un **regain appuyé de l'artisanat**. Cet engouement est salutaire à l'heure où de nombreux chefs d'entreprise du secteur s'appêtent à prendre leur retraite.

Le **chômage recule à un rythme de plus en plus soutenu**. Le nombre des sorties ne varie guère d'une année sur l'autre, alors que celui des nouvelles inscriptions tend à s'amenuiser. L'évolution est spectaculaire dans le Romorantinais, dont le taux de chômage a perdu plus d'un point en 6 mois; il est ainsi revenu à son niveau d'il y a trois ans. La plupart des catégories de demandeurs d'emploi du département bénéficient de l'embellie, à l'exception notable des employés qualifiés. À l'évidence, **les problèmes d'adéquation entre les besoins de l'économie locale et les compétences de la main d'œuvre** méritent réflexion.

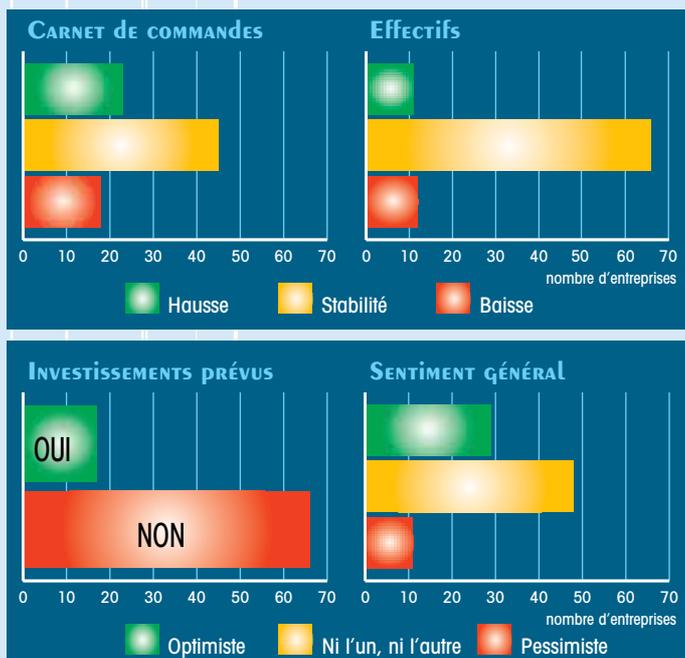
## AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ EN FIN D'ANNÉE APRÈS UNE PAUSE ESTIVALE

### ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



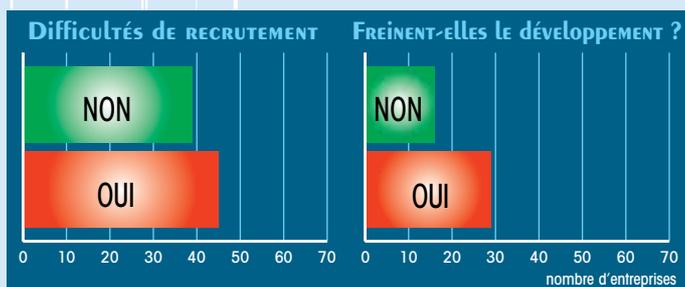
source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

### PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

### RECRUTEMENT



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 6 au 27 janvier 2006. Elle couvre 90 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

### ÉVOLUTION PLUTÔT FAVORABLE EN FIN D'ANNÉE

L'enquête de conjoncture réalisée en janvier permet de percevoir un **léger rebond de l'activité au cours de l'automne**, après le repli constaté au 3<sup>e</sup> trimestre.

On enregistre simultanément une **part un peu plus importante d'entreprises pour lesquelles le chiffre d'affaires se situe au-dessus de celui de janvier 2005 (une sur trois)** et un recul de la proportion d'établissements où il s'inscrit en retrait (un peu plus d'une sur quatre). Ce **mouvement est très net dans les services et plus encore dans la construction** (quasiment pas de chiffre d'affaires inférieur), alors que **l'industrie se trouve dans un contexte plus difficile**, les cas de régression l'emportant sur ceux de croissance.

Le **niveau d'activité** (mesuré par le volume des commandes) est **resté stable dans une entreprise sur 2** au cours des trois derniers mois, tous secteurs confondus. Il ne s'est contracté que dans 2 établissements sur 10, tandis qu'il s'est accru dans près de 3 sur 10. Les **cahiers de commande sont d'ailleurs jugés normaux par plus de la moitié des responsables** et élevés par un sur quatre. La disparité selon le secteur est toutefois très importante. **Le bâtiment tourne à plein régime**, alors que dans l'industrie et plus encore les services, ce n'est pas le cas. Pour les derniers cités, la charge de travail est jugée insuffisante dans un établissement sur 3.

Selon les responsables, **ce début d'année ne s'annonce pas trop mal**. On **anticipe plutôt un gonflement de l'activité dans les services** (près de 4 sur 10) et une **certaine stabilité dans l'industrie** (un peu moins de 6 sur 10). Certains entrepreneurs du bâtiment (2 sur 10) s'attendent à un retour à la normale après la surchauffe actuelle, mais d'autres, plus nombreux, pensent que l'activité va encore s'accroître.

Les **effectifs sont restés stables** dans la grande majorité des établissements, quels que soient le secteur ou la taille. On remarque néanmoins une **contraction dans un quart des entreprises des services**. Dans l'industrie et surtout la construction, les cas d'augmentation sont plus nombreux que les cas de réduction. La tendance devrait globalement se poursuivre au cours des prochains mois.

Les **difficultés de recrutement** sont sensiblement de même intensité qu'un an auparavant. Elles touchent dans l'ensemble une entreprise sur deux, mais 8 sur 10 dans la construction. La part des dirigeants pour lesquels elles **constituent un frein au développement** s'avère un peu plus élevée qu'en décembre 2004 : 6 sur 10 dans les services et l'industrie, 7 sur 10 dans la construction.

La **situation paraît un peu moins préoccupante** qu'à la fin de l'été. Si les optimistes ne sont pas plus nombreux (un sur 3), **les rangs des pessimistes se sont clairsemés** (à peine plus d'un sur 10). En parallèle, on devrait effectuer un **investissement significatif dans un tiers des établissements de grande taille**. En revanche, les intentions restent très limitées dans les plus petites unités et dans les services.

## LES MOUVEMENTS D'ENTREPRISES SONT TRÈS LARGEMENT BÉNÉFICIAIRES

Bien que légèrement en retrait par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre, le mouvement de création d'entreprises nouvelles s'est maintenu à un niveau élevé durant l'été avec près de **180 immatriculations** au RCS, selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie. En données cumulées sur 12 mois, **le total des créations pures** ① atteint ainsi un nouveau sommet avec **698 unités**, soit **un gain de 18,7 %** sur la période antérieure.

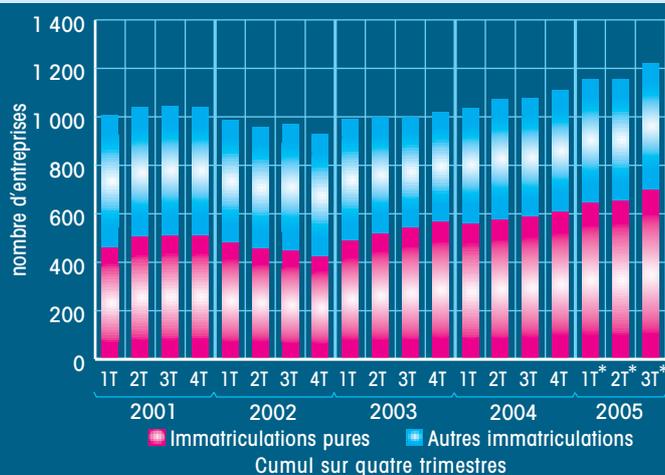
On constate toujours un petit déficit pour l'industrie, tandis que les transports accusent un recul assez important. La construction semble avoir désormais atteint un volume difficile à dépasser (une centaine de créations en un an). En revanche, de fortes hausses sont enregistrées pour les cafés-hôtels-restaurants et surtout pour les services aux entreprises (presque 50 % de plus).

Les données définitives concernant les **radiations** ②, qui vont maintenant jusqu'au dernier trimestre 2004, montrent que **la tendance à la hausse se poursuit**. Elle est en grande partie la conséquence mécanique du boom de créations amorcé depuis bientôt 2 ans. On sait en effet que plus d'un tiers des entreprises a disparu au bout de trois ans. En 2004, on comptabilise au total **458 radiations pures**, soit 19 % de plus qu'en 2003. Le bilan apparaît néanmoins très largement positif avec un solde de + 150 entreprises.

Les **immatriculations d'entreprises artisanales** ③ **ont été aussi nombreuses** entre juillet et septembre qu'au trimestre précédent (**161 nouvelles unités**) et sont très largement supérieures à celles de l'été 2004 (+ 42 %). Un **constat quasiment identique** peut être effectué **pour les radiations (120)**, qui sont pour leur part un cran en dessous de leur niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2004 (- 9 %).

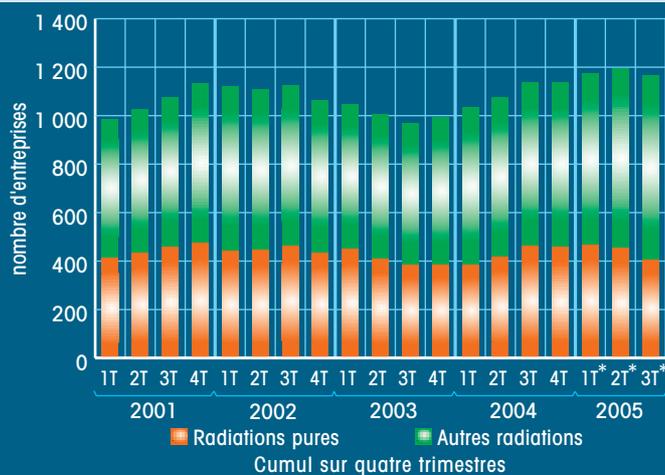
Le solde est en conséquence de nouveau positif d'une quarantaine d'unités. **En cumul sur douze mois, il s'est largement étoffé** pour atteindre près de 170 entreprises, ce qui constitue à l'évidence un record. Le bâtiment tient toujours une place de choix dans ces résultats (+ 121 unités), bien épaulé par les services, réparation, transports (+ 38).

## ① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



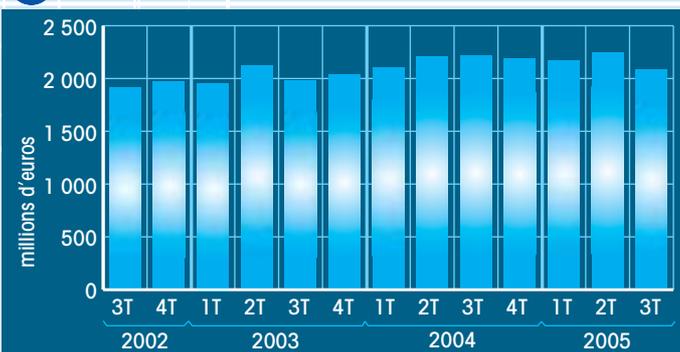
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



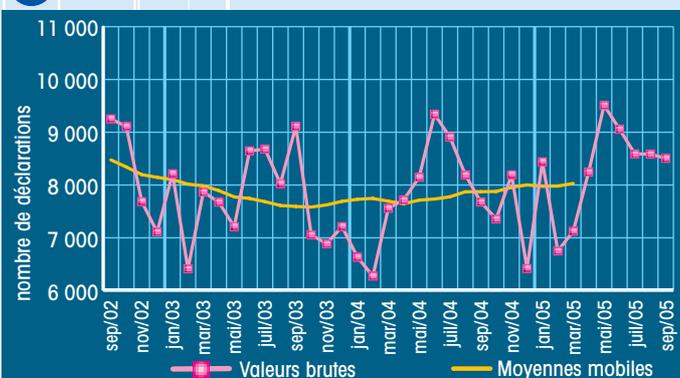
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## 1 Chiffres d'affaires des entreprises



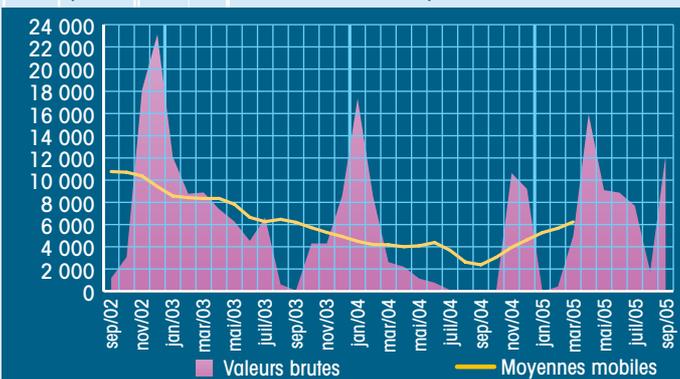
source Direction des services fiscaux : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## 2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

## 4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

## L'ACTIVITÉ A RECLÉ AU COURS DE L'ÉTÉ

La période estivale n'a pas été propice à l'activité en Loir-et-Cher. Les chiffres d'affaires des entreprises ① du département ont accusé en effet un recul assez important : - 7,3 % en 3 mois, à 2 085 M €. Ils se situent même 6 % en dessous de leur niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2004. Notre enquête de conjoncture de septembre avait d'ailleurs pointé cette évolution. En cumul sur douze mois, le rythme de croissance, qui tendait déjà à diminuer depuis quelque temps, se trouve aujourd'hui proche de zéro : + 1,5 %, soit à peu de choses près le taux de l'inflation.

Le recours au travail temporaire ② s'est d'ailleurs contracté. Entre juillet et septembre, l'URSSAF a enregistré 25 680 demandes préalables à l'embauche émanant des agences d'intérim, soit 4,3 % de moins qu'au printemps. Le mois de septembre a été le moins actif, ce qui tranche avec le rebond constaté au plan national. On demeure en revanche un peu au-dessus du résultat du 3<sup>e</sup> trimestre 2004 (+ 3,6 %). En cumul annuel, le total des demandes demeure également supérieur, de façon significative, à celui de la période précédente : + 5,7 %.

Bien qu'en retrait par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre, le recours au chômage partiel ③ reste à un niveau relativement élevé, surtout pour cette période de l'année. Les difficultés rencontrées par certaines entreprises ne sont pas aplanies. La conjoncture semble néanmoins s'être dégradée dans certains secteurs (ou certaines entreprises). Durant l'été, les autorisations ont en effet porté sur 21 689 heures<sup>1</sup>, alors qu'elles étaient de 310 heures seulement entre juillet et septembre 2004. En cumul sur douze mois, le total s'inscrit par conséquent en très forte hausse : + 61 %.

La masse salariale, mesurée à travers le montant des cotisations appelées ④ par l'URSSAF<sup>2</sup>, continue d'évoluer en dents de scie. Après la contraction observée au 2<sup>e</sup> trimestre, elle s'est quelque peu regonflée durant l'été (+ 4,1 %). En fait, elle n'a pas beaucoup varié depuis deux ans, ce qui démontre un certain essoufflement de l'activité. En revanche, la santé financière des entreprises apparaît aujourd'hui plus solide. La part des cotisations restant dues à l'échéance s'est encore réduite ; elle n'est que de 0,89 % au 30 septembre, contre 1,06 % en juin et 1,01 % à la fin de l'été 2004.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR SE CONTRACTE À NOUVEAU

Malgré un contexte international un peu plus favorable, grâce en particulier à l'affaiblissement de l'euro, l'amélioration des exportations ⑤ départementales n'aura pas duré longtemps. Elles connaissent en effet une nouvelle rechute (- 3,3 %), avec un montant de 332,3 M €. Ce dernier reste

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) À partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

de surcroît inférieur de 5,2 % au résultat du 3<sup>e</sup> trimestre 2004. Si les ventes à l'étranger de produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques progressent encore, il n'en va pas de même pour les machines et équipements (- 12,5 % en trois mois) et plus encore pour les équipements automobiles (- 19 %). L'évolution de ces deux derniers secteurs pèse d'ailleurs lourdement sur les **données cumulées sur les douze derniers mois, qui sont inférieures de 3,9 %** aux précédentes, à 1,349 milliard d'euros. Ce n'est pas le cas pour la région Centre où les exportations augmentent légèrement (+ 2,7 %).

Pour les **importations, l'évolution reste erratique**. Avec un total de 286,7 M €, elles apparaissent en **repli de 4,8 % par rapport au printemps**. Elles sont en revanche supérieures de 4,2 % à leur niveau de l'été 2004. En **cumul sur quatre trimestres**, le total atteint 1,207 milliard d'euros et se situe un peu au-dessus du résultat de la période précédente (+ 3,1 %). Le mérite en revient en très grande partie aux produits de l'industrie chimique (y compris pharmacie et produits d'entretien), alors que les achats à l'étranger de productions des autres grandes branches se sont réduits, en particulier les équipements automobiles. Dans le Centre, on enregistre une baisse de 3,6 %.

Le **solde des échanges commerciaux** des entreprises du Loir-et-Cher est **demeuré positif**, à 45,6 M €. Son augmentation (+ 7,4 % en trois mois) n'est cependant pas le reflet d'une activité soutenue, bien au contraire. Le **taux de couverture<sup>3</sup>** s'élève à 116 % pour le 1<sup>er</sup> trimestre (122 % pour le Centre) et à 112 % pour l'ensemble des douze mois écoulés (115 % pour le Centre).

## LES INVESTISSEMENTS SE MAINTIENNENT

Pour un 3<sup>e</sup> trimestre, le montant des **investissements des entreprises** ⑥ est en 2005 le **meilleur depuis au moins quatre ans**: 66,1 M € selon les informations fournies par les Services Fiscaux. En **données cumulées**, le total est quasiment identique à celui de la période antérieure, mais légèrement au-dessus.

Le volume des **nouvelles surfaces destinées aux activités** ⑦ se situe quant à lui dans une honnête moyenne estivale. Entre juillet et septembre, **50752 m<sup>2</sup>** ont été mis en chantier. En **cumul sur douze mois**, la superficie totale s'élève à **239646 m<sup>2</sup>**, ce qui représente un **accroissement de 30,6 %** par rapport à la période précédente. Dans le même temps, l'activité régionale en la matière n'a progressé que de 4,4 %. **La logistique et la santé sont toujours très en pointe**, mais l'on relève également un **rebond important pour les bâtiments agricoles**. **Les surfaces de bureaux sont un peu plus importantes** que précédemment, tout en restant éloignées des volumes atteints en 2002 et 2003. **L'industrie ne confirme pas l'amélioration** constatée au 2<sup>e</sup> trimestre. Sur 12 mois, elle accuse un recul de 19 %, alors que dans le Centre, on note une croissance forte (+ 35 %). Les autorisations sont de surcroît en nette diminution pour cette activité en Loir-et-Cher.

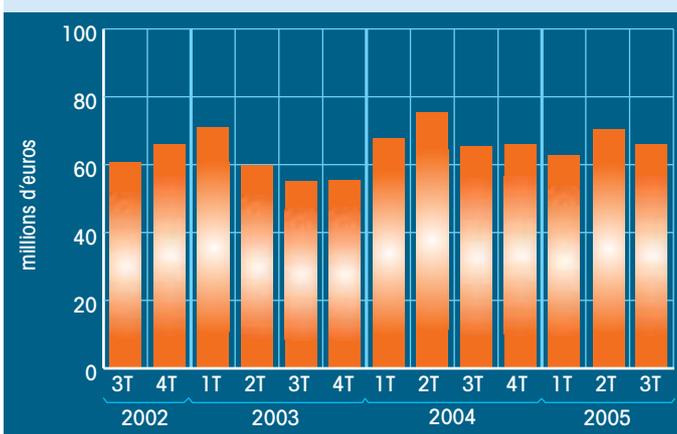
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

## 5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



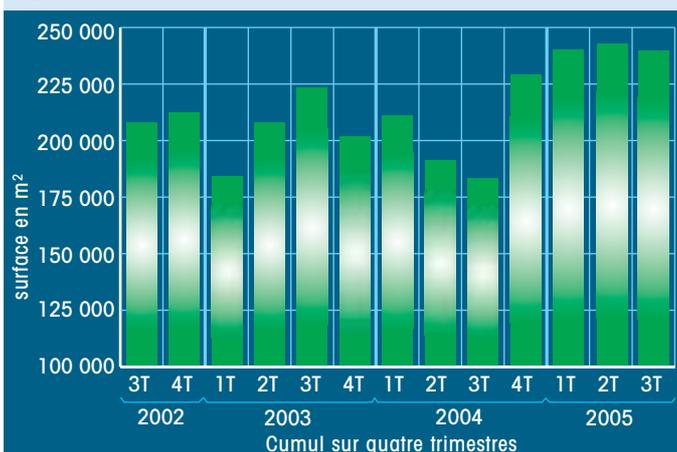
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

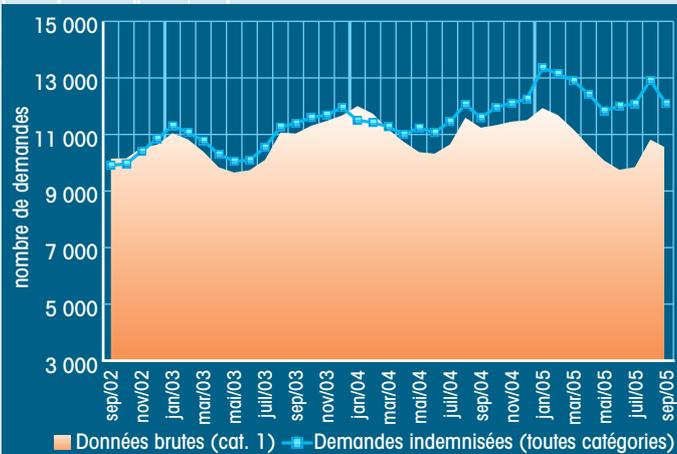
## 7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES\*)



source DRE - fichier Sitadel

\* Cumul glissant sur quatre trimestres.

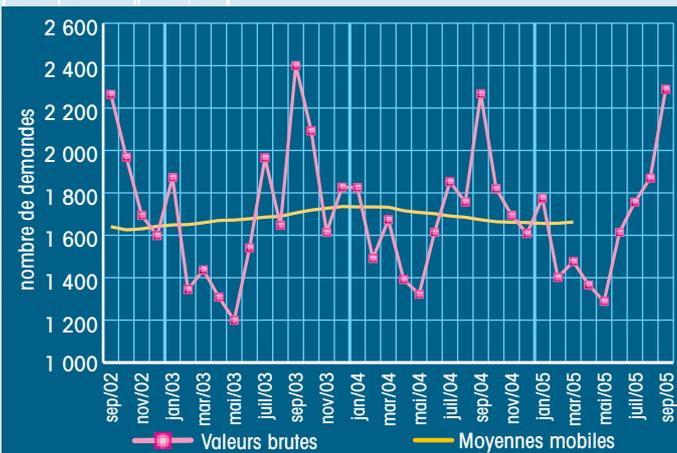
## 1 DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

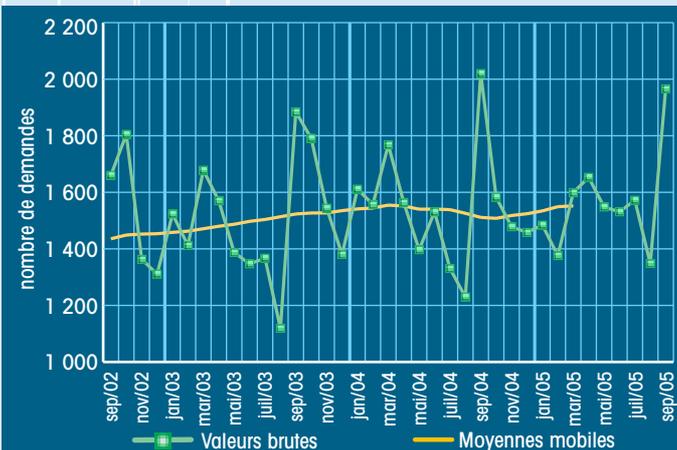
## 2 DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

## 3 DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

## LA BAISSÉ DU CHÔMAGE SE POURSUIT

En données corrigées des variations saisonnières, le chômage continue de décroître (- 3,9 % entre juillet et septembre) plus rapidement que dans le Centre (- 3 %) et en France (- 2,8 %). À la fin de l'été, le Loir-et-Cher compte **10 536 demandeurs d'emploi** ① de catégorie 1 en données brutes, soit **6,3 % de moins** qu'un an plus tôt. La diminution est moins vive dans l'ensemble de la région (- 2,5 %), en raison d'une quasi stabilité dans le Loiret, ainsi qu'à l'échelon national (- 2,6 %).

Les évolutions sont plus contrastées que précédemment dans les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher. Après les conséquences du séisme Matra, le chômage diminue très fortement dans le Romorantinais (- 13,2 % sur un an). Le repli est moins marqué en Vendômois (- 6,4 %) et surtout dans le bassin de Blois (- 3,1 %).

De même, l'écart d'évolution selon le sexe s'est creusé à nouveau. Le chômage des hommes se replie plus vite que celui des femmes: - 8,5 % contre - 4 %. Cette divergence est plus marquée dans le Blaisois et le Romorantinais (5 points d'écart) qu'en Vendômois (2 points). On remarque en revanche que les effectifs des demandeurs de moins de 25 ans évoluent désormais à l'unisson des autres catégories d'âge. Les taux de décroissance sont d'ailleurs très proches à la fin du trimestre. Le chômage de longue durée s'est par ailleurs stabilisé (- 0,8 %); néanmoins, le nombre des demandeurs inscrits depuis trois ans ou plus continue d'augmenter pour l'instant. Parmi les catégories socioprofessionnelles, les employés qualifiés, qui comptent le plus de chômeurs, sont les seuls à ne pas bénéficier du mouvement général (- 0,1 % seulement). Les employés non qualifiés ne bénéficient en outre que d'une baisse modeste. Ces résultats démontrent l'inadéquation persistante entre les formations suivies et la réalité des besoins des entreprises locales.

Les inscriptions à l'ANPE ② (5 916 entre juillet et septembre) sont du même ordre que celles enregistrées au cours de l'été 2004. En cumul annuel, elles se situent toujours sur une pente descendante, mais le rythme se réduit un peu (- 3,7 %). Cette évolution est principalement due à la forte contraction des demandes consécutives à une fin de CDD, alors qu'elles sont stables ou en augmentation pour les autres principaux motifs, en particulier les fins de mission d'intérim.

Les flux de sortie de l'ANPE **7** sont en revanche plus fournis, tant par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre (+ 3,3 %) qu'à l'été 2004 (+ 6,7 %). Entre juillet et septembre, 4886 demandeurs ont quitté les fichiers de l'Agence. Les évolutions constatées dans le Centre et la France vont dans le même sens, avec des écarts variant selon les cas. En **cumul sur douze mois**, le total demeure toutefois légèrement inférieur à celui de la période précédente (- 0,7 %). Il convient de souligner que les reprises d'emploi se redressent peu à peu.

Le **taux de chômage** **4** du Loir-et-Cher a encore perdu quelques fractions. Au 30 septembre, il s'établit à **8,4 %** (chiffre provisoire), en recul de **0,3 point** en trois mois, le taux du 2<sup>e</sup> trimestre ayant été corrigé à 8,7 %. Les taux de la région (8,6 %) et du pays (9,8 %) fléchissent également. Au sein du département, la **zone d'emploi de Romorantais bénéficie d'un recul important** pour le deuxième trimestre consécutif. Le taux s'établit ainsi à 9 %, se rapprochant rapidement de la moyenne départementale. Il faut se reporter trois ans en arrière pour retrouver un niveau équivalent. Dans les bassins de Blois (8,5 %) et Vendôme (7,5 %), la baisse est du même ordre que pour le département.

## LES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE CONTINUENT DE SE RAFFERMIR

Le volume des **offres** **5** collectées par l'ANPE au cours de ce trimestre (3076) est très largement supérieur à celui de l'été 2004 (+ 26,8 %). La progression apparaît cependant plus vive pour les offres d'emploi de courte ou moyenne durée que pour les emplois durables. Le redressement amorcé au printemps semble donc se confirmer. D'ailleurs, en **données cumulées sur quatre trimestres**, le **total des offres est un peu plus élevé que celui de la période antérieure** (+ 1,7 %). Le gain est plus net pour les emplois durables (+ 5,5 %), mais surtout les CDD de 3 à 6 mois (+ 10,3 %). À noter toutefois que la tendance départementale fait encore pâle figure en comparaison de la dynamique observée dans le Centre (+ 13,4 %).

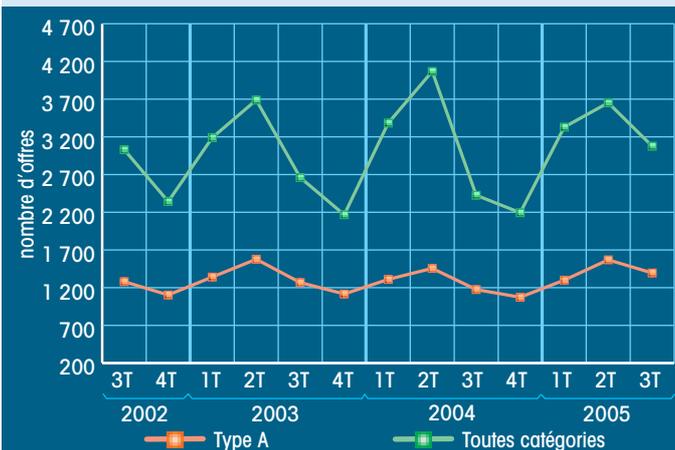
Les **déclarations préalables à l'embauche** **6** ont atteint leur **plus fort total trimestriel** depuis au moins une dizaine d'années. Durant l'été URSSAF de Loir-et-Cher en a comptabilisé 16781 (hors travail intérimaire et agriculture), soit 23,9 % de plus qu'au printemps et 4,6 % de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2004. Le **total cumulé sur les douze derniers mois** est en conséquence supérieur de 6 % au précédent. Les **services à la population** (+ 11,3 % en données cumulées) sont toujours en pointe, tandis que le **BTP opère un redressement spectaculaire** (+ 9,2 %). L'industrie est également bien orientée (+ 7,9 %), ce qui n'est toujours pas le cas du commerce de détail où les besoins se contractent de façon assez importante (- 8,3 %).

## 4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

## 5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

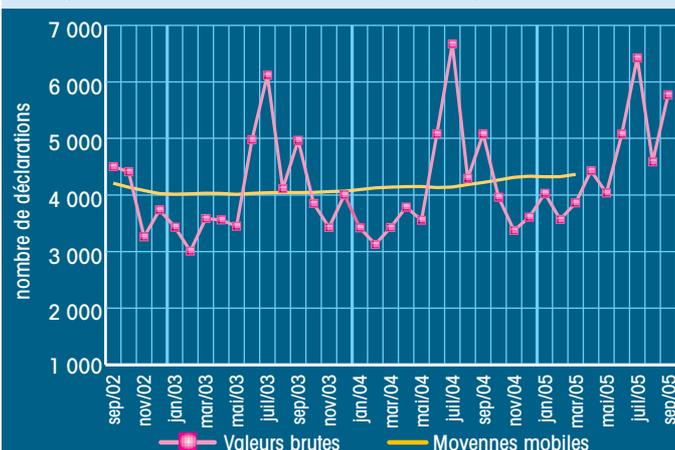
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

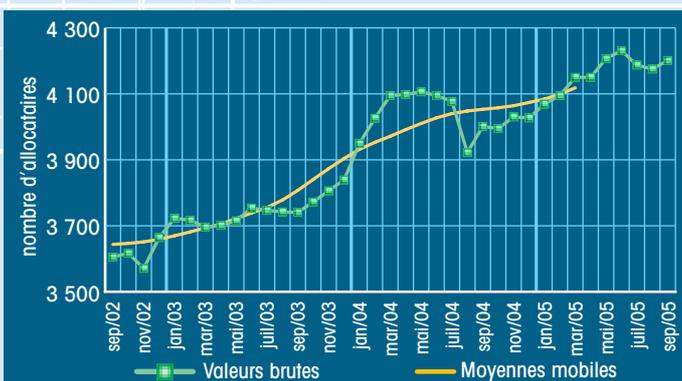
## 6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

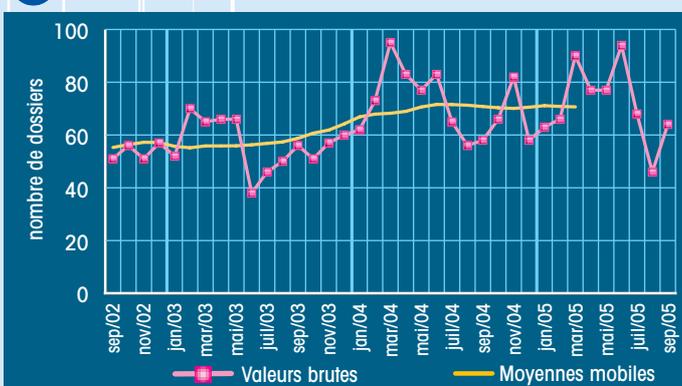
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



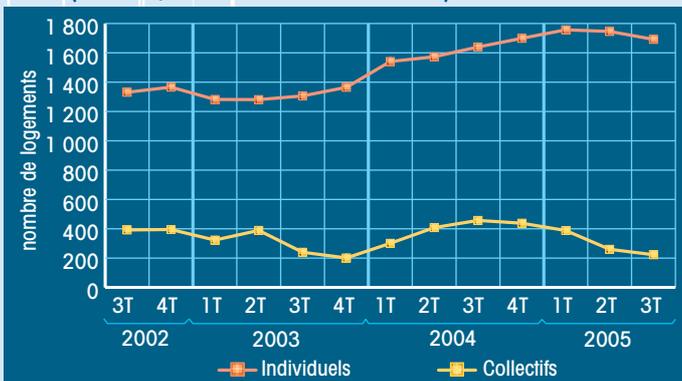
sources CAF et MSA

## 2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

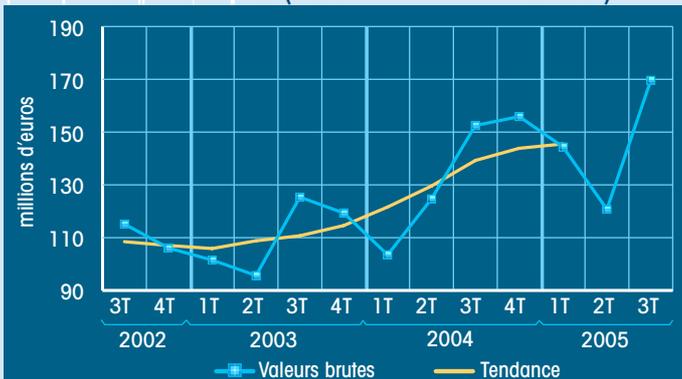
## 3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES\*)



source DRE - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

## 4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## LE NOMBRE DES ÉRÉMISTES RECULE TIMIDEMENT

La baisse du chômage commence enfin à faire ressentir ses effets sur les personnes les plus éloignées de l'emploi. Le **nombre des bénéficiaires du RMI** 1 amorce en effet un premier recul depuis de longs mois. Au 30 septembre le Loir-et-Cher compte **4 201 personnes** dans le dispositif, soit **0,7 % de moins** en trois mois. Le mouvement demeure cependant timide et, sur un an, le rythme d'accroissement s'est encore hissé d'un cran à + 5 %.

Le nombre de dossiers de surendettement 2 a observé une trêve estivale salutaire. Les services de la commission en ont enregistré **178** durant ce trimestre, soit **28,2 % de moins** qu'entre avril et juin. Ce repli est plus accentué que dans le Centre (- 16,8 %) et la France (- 15,4 %). En **données cumulées sur douze mois**, le **total départemental** est cependant toujours supérieur à celui de la période antérieure (+ **3,8 %**), alors que l'on constate une érosion dans les territoires de référence (Centre : - 8,6 % ; France : - 3,4 %).

## MOINS DE NOUVEAUX LOGEMENTS

Le ralentissement de la demande de nouveaux logements 3 se confirme. Au 3<sup>e</sup> trimestre, on dénombre seulement **382 mises en chantier**, contre 440 au printemps et 473 pendant l'été 2004. La construction de logements individuels revient à des volumes moyens, mais surtout l'habitat collectif affiche un résultat insignifiant. En **données cumulées** sur un an, le total fléchit de 8,7 %, mais par rapport à une période exceptionnelle, rappelons-le (1 915 logements commencés). De surcroît, c'est le collectif (total divisé par 2) qui génère à lui seul ce résultat, les maisons individuelles restant sur une tendance positive. Cet épisode ne devrait cependant être que transitoire. En effet, **les autorisations délivrées sont à nouveau en hausse**, très importante en ce qui concerne l'habitat collectif.

Après deux trimestres de baisse, le marché de l'immobilier ancien 4 s'est vigoureusement repris. Le montant des transactions a en effet atteint un **niveau record** de 170 M €. En trois mois, **l'augmentation est particulièrement forte** : + **40,5 %**. Par rapport à l'été 2004, durant lequel le marché s'était montré déjà très actif, elle demeure substantielle (+ 11,2 %). En **données cumulées sur douze mois**, le rythme de progression se tasse cependant un peu, en raison de la décélération évoquée plus haut (+ 18 %).

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

